



Fonction publique et Assimilés

Paris le 17 décembre 2009

Le Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat se réunit aujourd'hui, mais l'Union syndicale Solidaires n'y participera pas.

Le gouvernement continue sa politique agressive envers la fonction publique et les services publics.

La mise en place de la Réorganisation administrative territoriale de l'Etat, l'application de la RGPP, constituent autant de passage en force d'un gouvernement décidé à dynamiter la fonction publique.

Depuis 2007, plus de 100 000 emplois sont supprimés dans la fonction publique d'Etat. Ces suppressions de postes, associées à la Révision générale des politiques publiques, accélèrent la dégradation des conditions de travail, de la qualité d'exercice des missions, du service public de proximité.

Face aux conséquences de cette politique, les personnels de la fonction publique sont fortement mobilisés. A la culture, à l'ONF, aux finances publiques, à la CCRF, à l'éducation ... les actions se multiplient.

A cette résistance exprimée par les personnels, le gouvernement répond par le mépris et la violence policière.

Dans cette période où le pouvoir multiplie les passages en force, Solidaires a décidé de ne pas siéger dans une instance «dite» de dialogue social.

Puisque le gouvernement reste sourd aux revendications des personnels, Solidaires ne peut laisser ce Conseil supérieur se dérouler comme si rien ne se passait.

L'Union syndicale Solidaires s'attelle, d'ores et déjà, à construire avec les personnels et en recherchant l'unité syndicale la plus large possible, la convergence des luttes inscrites dans la durée pour établir les rapports de force nécessaires au recul du gouvernement.